

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger	50 fr.	30 fr.
Pays à demi-tarif	60 fr.	35 fr.

Priz du numéro :
 Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr
Minimum	10 fr
La page	200 fr
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

ooo

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 10 juillet — Décret complétant le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radio-électriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 426 du 12 août 1939). 377

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 3 août. — N° 417 — Arrêté portant classement de la forêt de Nuatja-Sud (cercle d'Atakpamé). 379
- 3 août. — N° 418 — Arrêté portant classement de la forêt d'Agbonou-Nord (cercle d'Atakpamé). 379
- Addendum. — à l'arrêté n° 331 du 18 juin 1939 rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du territoire, des communes et des établissements publics. 380
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel. 380
- Divers. 380

Textes publiés à titre d'information :

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 12 avril — Décret relatif à la constitution des associations étrangères. 382
- Avis aux importateurs d'arachides. 383

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis	383
Bulletin météorologique.	384

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux

ARRETE N° 426 promulguant au Togo le décret du 10 juillet 1939 complétant le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
 OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 237 du 4 mai 1939);

Vu le décret du 10 juillet 1939 complétant le décret du 26 mars 1939 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 juillet 1939 complétant le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 août 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 26 mars 1939, portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens des colonies;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe *b* de l'article 5 du décret susvisé du 26 mars 1939 sont remplacées par les dispositions qui suivent :

« *b*) Sur titres : parmi les ingénieurs diplômés de l'école polytechnique, les ingénieurs civils des télécommunications, diplômés de l'école supérieure des postes, télégraphes et téléphones, les ingénieurs diplômés de l'école supérieure d'électricité (section normale ou section radioélectrique), de l'école centrale des arts et manufactures et des instituts électrotechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse et les ingénieurs médaillés des écoles nationales des arts et métiers ».

Les dispositions du cinquième paragraphe du même article sont remplacées par celles qui suivent :

« Les ingénieurs radioélectriciens adjoints stagiaires sont astreints à un stage d'une durée maximum de deux ans, pouvant être effectuée, en totalité ou en partie, soit à l'école supérieure des postes, télégraphes et téléphones, soit dans une station de T. S. F. ou de radiodiffusion de la métropole ou d'un territoire d'outre-mer.

« Les candidats, admis sur titre, ayant accompli comme radioélectricien au moins deux années de service effectif au titre civil, sont dispensés du stage et nommés directement ingénieur radioélectricien adjoint de 4^e classe ».

ART. 2. — Le titre VI du décret du 26 mars 1939 est remplacé par les dispositions suivantes :

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

« Art. 31. — Pendant une période d'une année, à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française et sur proposition des gouverneurs généraux, gouverneurs ou chefs de territoires, s'ils sont en service aux colonies ou dans les territoires, ou du directeur des affaires économiques, s'ils sont maintenus en service au ministère des colonies et après avis de la commission de classement, les fonctionnaires des services radioélectriques locaux possédant l'un des diplômes énumérés au paragraphe *b* de l'article 5 seront intégrés dans le cadre général à un grade, à une classe et avec une ancienneté de services qui seront déterminés par la commission de classement. La classe qui leur sera ainsi attribuée ne pourra dépasser celle qui correspond à leur solde actuelle ou, en cas de non-concordance de solde, la classe immédiatement supérieure.

En aucun cas l'intégration ne pourra être effectuée à une classe du grade d'ingénieur en chef.

Pourront seuls être intégrés en qualité d'ingénieurs radioélectriciens principaux, les fonctionnaires qui,

outre les conditions énumérées ci-dessus, compteront au moins quinze ans de services radioélectriques au cours du délai d'un an susvisé.

Les fonctionnaires intégrés à un grade et à une classe comportant une solde inférieure à leur solde actuelle conserveront, à titre personnel, le bénéfice de cette dernière solde, jusqu'à ce que, par le jeu normal des avancements ils aient droit à une solde égale ou supérieure.

Art. 32. — Pendant une période de trois années, à compter de la publication des textes organisant les concours prévus au présent décret, les fonctionnaires des services radioélectriques locaux, en service à la date du présent décret, classés au concours d'ordre professionnel d'ingénieur adjoint visé à l'article 6 sont nommés dans le cadre général, soit à un grade correspondant à leur solde de présence du cadre local soit au grade immédiatement supérieur, en cas de non-concordance de solde, soit au grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe si leur solde est inférieure à celle de ce dernier grade. Ces nominations sont prononcées par le ministre des colonies, sur la proposition des chefs de colonies, après avis de la commission de classement.

Art. 33. — Pendant une période d'une année, à compter de la publication du présent décret, les militaires, les agents et les contractuels, détachés ou employés dans les cadres radioélectriques des colonies ou dans un service relevant du département des colonies ou des postes, télégraphes et téléphones à la date du présent décret et possédant l'un des diplômes énumérés au paragraphe *b* de l'article 5, pourront être admis sur leur demande et après avis des chefs de colonie ou de territoire et du directeur des affaires économiques, dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, aux grades d'ingénieur radioélectricien adjoint, d'ingénieur radioélectricien ou d'ingénieur radioélectricien principal, suivant la solde de base et l'ancienneté de services effectifs des intéressés.

Le reclassement de ces agents sera prononcé par arrêté ministériel, après avis de la commission de classement.

Pour ces agents et pendant une période d'une année seulement, la limite d'âge de trente ans, fixée au cinquième paragraphe de l'article 4, est reculée d'autant d'années que les intéressés comptent de services militaires ou de services civils admissibles pour une pension de retraite dans les conditions du décret du 1^{er} novembre 1928, organisant la caisse intercoloniale de retraites, sans que cette limite puisse excéder quarante ans d'âge.

Pour l'intégration des agents contractuels, il sera tenu compte de ce que le traitement fixé par leur contrat est normalement plus élevé que la solde du fonctionnaire pouvant lui être assimilé.

Art. 34. — Pour la formation du nouveau cadre et pendant une période de douze mois, à compter de la promulgation du présent décret, les fonctionnaires pouvant être admis dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, en vertu des dispositions du paragraphe *b* de l'article 8 et des articles 31 et 33 du présent décret, pourront être l'objet d'arrêtés individuels de classement dans le cadre général, sur la proposition des chefs de colonie, s'ils sont en service dans les colonies ou du directeur des affaires économiques, s'ils sont en service au ministère des colonies, après avis de la commission de classement prévue à l'article 18. Celle-ci fixera

l'ancienneté à attribuer aux intéressés dans leur nouveau grade en tenant compte de l'ancienneté dans leur grade actuel et du gain de solde dont ils pourront bénéficier à cette occasion.

Durant cette période transitoire, cette commission pourra comprendre deux fonctionnaires d'un autre cadre général technique colonial, au lieu des deux fonctionnaires du cadre.

Art. 35. — Par dérogation aux dispositions de l'article 15 du présent décret, l'ouverture des concours visés aux articles 5, 6 et 8 pourra être annoncée six mois à l'avance au lieu d'une année. Cette dérogation ne pourra jouer qu'une fois pour chaque concours.

Art. 36. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Classement de forêts

ARRETE N° 417 portant classement de la forêt de Nuatja-sud (cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 28 avril 1939 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

1° — A L'EST

a) La voie ferrée du point kilométrique 93 (A) au point kilométrique 91.300 (B).

b) De B, une droite ouest-est (magnétique) allant à la route Lomé-Atakpamé (C).

c) De C, la route Lomé-Atakpamé jusqu'au point où elle traverse la rivière Schié (D).

2° — AU SUD

La rivière Schié, de D à F, situé sur cette rivière et décrit plus bas.

3° — A L'OUEST

1° — Une droite distante de 1 km. de la voie, parallèle à l'alignement de la voie entre les points kilométriques 89 et 90, partant de F situé sur la rivière Schié (ou Alolui?) et allant en G (FG: 1.500 mètres).

2° — De G, une droite d'orientation, ouest-est (magnétique) d'une longueur d'environ 400 mètres, aboutissant en H à un marigot non dénommé.

3° — De H, ce marigot jusqu'à son point d'intersection avec le sentier de Nuatja à Adanouvi par le point kilométrique 93 (I).

4° — AU NORD

De I à A, le sentier de Nuatja à Adanouvi par le point kilométrique 93.

ART. 2. — Sont distraites du territoire de la forêt classée les palmeraies établies sur la piste d'Adanouvi, telles qu'elles étaient au 1^{er} janvier 1939.

ART. 3. — Les droits d'usage main-tenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 4. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 5. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasses, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 418 portant classement de la forêt d'Agbonou-nord (cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 28 avril 1939 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classé le territoire dont les limites sont définies comme suit :

1° — AU NORD

a) D'un point A (point kilométrique de la voie 172.100) la voie ferrée d'Agbonou-Bhitta jusqu'au point kilométrique 170.725 (B).

b) De B, une droite d'orientation magnétique 70 grades (traversant la route en C et rejoignant en D (un bouquet de baobabs) le sentier de Yoropodji à Gbékon.

2° — A L'OUEST

Le sentier de Yoropodji à Gbékon de D, décrit plus haut à E (un gros fromager) — D — E : 500 mètres.

3° — AU SUD

1° — De E décrit plus haut, une droite d'orientation 270 grades rencontrant en F la limite des vergers de Gbékon.

2° — De F à G et H situé sur la route Atakpamé-Sokodé, la limite de ces vergers (FG 370 grades — GH : 262 grades).

3° — De H à I, situé sur la voie ferrée (170 km. 100), une droite.

4° — De I à J, la voie ferrée (J : point kilométrique 170).

5° — De J à A, une ligne brisée dont les sommets sont :

K. situé à 200 m. sur une normale à la voie en P. K. 170.400.

L. situé à 450 m. sur une normale à la voie en P. K. 170.800.

M. situé à 300 m. sur une normale à la voie en P. K. 171.200.

N. situé à 300 m. sur une normale à la voie en P. K. 171.500.

O. situé à 300 m. sur une normale à la voie en P. K. 171.800.

S. situé à 400 m. sur une normale à la voie en P. K. 172.100.

ART. 2. — Est distraite du territoire de la forêt classée d'Agbonou-nord une palmeraie située au point kilométrique 176,5 de la voie ferrée, d'une superficie d'environ un hectare, appartenant aux habitants du village d'Alavagnon.

ART. 3. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 4. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 5. — Le commandant de cercle d'Atakpainé, les agents du service des eaux, forêts et chasses, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

Règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et créances publiques

ADDENDUM à l'arrêté n° 331 du 18 juin 1939 rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du Territoire, des communes et des établissements publics.

L'article premier de l'arrêté susvisé du 18 juin 1939 est ainsi complété :

« Ces dispositions ne sont applicables que dans les localités où existe une succursale de la Banque de l'Afrique occidentale ».

Lomé, le 5 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décision du :

14 août 1939. — M. Polygone Pierre, contrôleur de 3^e classe du cadre métropolitain des douanes, est nommé, à compter du 16 août 1939, chef du service des douanes par intérim, en remplacement de M. Toqué, contrôleur de 1^{re} classe des douanes, titulaire d'un congé administratif.

PERSONNEL INDIGENE

Nominations

Par décision n° 561 du :

12 août 1939. — Les nommés Le Blond Louis et Sossah Z. Cosme sont agréés dans le cadre local des P. T. T. en qualité de facteurs auxiliaires stagiaires de 3^e classe en remplacement numérique des facteurs Gavenou Robert décédé et Sonokponi Magnidé admis à la retraite.

DIVERS

Boissons alcooliques

Par décision n° 554 du :

5 août 1939. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée « Whisky Lord Mayor » de la maison Chas. Donald, Glasgow.

Circulation sur le pont de Zébé

Par arrêté n° 420 du :

5 août 1939. — La circulation sur le pont de Zébé (cercle d'Anécho) est interdite pour compter du 7 août 1939.

La traversée de la lagune de Zébé sera assurée tous les jours par bac de 5 heures à 22 heures.

Comité de surveillance des prix

Par arrêté n° 419 du :

5 août 1939. — Est nommé président du comité de surveillance des prix prévu par l'article 3 du décret du 25 août 1937 : M. Mouragues, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, commandant le cercle de Lomé et administrateur-maire de la commune mixte de Lomé, en remplacement de M. Gradassi, administrateur en chef des colonies.

Commune indigène de Palimé

Par arrêté n° 422 du :

7 août 1939. — Sont nommés pour six ans :

1° — comme maire de la commune indigène de Palimé : Fia Koffi;

2° — comme adjoint au maire : Jonathan Sanvee, Chevalier de la Légion d'Honneur;

3° — comme secrétaire de la mairie avec les attributions fixées par l'arrêté organique du 14 juillet 1939 : Blaise Kuassi.

Justice indigène

Par décision n° 550 du :

4 août 1939. — M. Maugis, André, adjoint des services civils, est chargé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles de la présidence du tribunal du premier degré de Palimé.

Peste bovine

Par arrêté n° 423 du :

10 août 1939. — Sont déclarés infectés de peste bovine les cantons de Borgou, Pogno, Kondjouare et Mandouri du cercle de Mango.

La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans lesdits cantons pendant la durée de l'épizootie.

Prix de gros de diverses marchandises

			15 Jull. 39	22 Jull. 39	29 Jull. 39
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	316,—	316,—	321,—
Avoines	—	—	67,—	64.87	61.87
Seigles de Beauce (départ)	—	—	101.50	100.50	101.50
Orge de Beauce (départ)	—	—	85,—	88,—	88,—
Maïs Indochine	Marseille	—	107.25	105.75	100.25
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	68.75	61.17	54.20
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	124.50	125.50	125.50
Pâtes alimentaires, 1° choix	Lyon	—	605,—	600,—	602.50
Bœuf	La Villette	kg.	11.60	11.80	11.80
2° — qualité	—	—	10.70	10.90	10.90
Veau	—	—	16.30	16.90	16.60
2° — qualité	—	—	14.20	15,—	14.90
Mouton	—	—	19.90	19.80	19.40
2° — qualité	—	—	15.60	15.60	15.60
Porc	—	—	14.10	14.42	14.28
2° — qualité	—	—	12.67	13.14	13,—
Vin rouge, Béziers 9°	—	Le degré hectol.	16,—	—	—
Beurres	Charente, Poitou	Paris	kg.	20.75	19.68
Normandie, (centr.)	—	—	20.18	19.23	19.83
Fromages	Comté	—	10.25	11.33	11,—
Port-salut	—	—	9.25	9.50	9.50
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	570,—	570,—	570,—
Huile d'olive Tunisie	—	—	—	—	—
Sucre	Blanc n° 3	Paris	—	348,—	349,—
Raffiné	Lyon	—	622.30	622.50	622.50
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kgs.	218.75	223,—	227.75
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	184,—	184,—	182,—
Fonte de moulage n° 3	Basé Longwy	la tonne	679.30	679.30	679.30
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	169.70	169.70	180,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	1.008,—	1.008,—	1.020,—
Etain Détroits	—	—	4.742,—	4.750,—	4.750,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	344.50	345,—	347.50
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	343.50	344,—	356.50
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	184.85	184.85	184.85
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	448,—	422,—	420.50
Laine peignée	Roubaix	kg.	34.60	35.10	35.70
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.611.11	1.604.04	—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	719.70	719.70	—
Jute First-mark, C. A. F. ports français	—	—	402.02	433.33	—
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	237.50	238.50	243.50
Peaux de Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	301.73	301.73	307.81
boeufs Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	245,—	245,—	245,—
Cuir à semelle	Paris	kg.	41.50	41.50	41.50
Suif indigène	—	100 kgs.	—	267.68	267.68
Alcool dénaturé	—	hectolitre	380,—	380,—	380,—
Carbonate de soude	—	100 kgs.	110,—	110,—	110,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	136,—	136,—	136,—
Benzol	Paris	—	297.12	297.12	297.12
Bois de Sapin madrier	—	le mètre	10.10	10.10	10.10
charpente Chêne	—	le m3.	676.77	676.77	676.77
Caoutchouc	—	kg.	14.20	14.30	14.30
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	330,—	325,—	327.50
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	290,—	290,—	290,—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	310.70	310.70	310.70

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Associations étrangères

(Réf. décret du 18 avril 1939 promulgué au Togo par arrêté n° 264 du 16 mai 1939 — J. O. du 1^{er} juin 1939, page 242).

DÉCRET RELATIF A LA CONSTITUTION DES ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 12 avril 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les étrangers que la France a accueillis libéralement se sont groupés en associations pour des fins culturelles, artistiques, philanthropiques, sportives.

On constate, depuis quelque temps, que certains de ces groupements exercent une activité autre que celle pour laquelle ils avaient été constitués.

Le danger de ces associations, pour l'ordre et la sécurité nationale, est manifeste et il est urgent, dans les conjonctures actuelles d'exercer sur toutes les associations étrangères un contrôle très rigoureux.

Les armes dont dispose actuellement l'administration pour combattre l'action de ces groupements, sont insuffisantes pour parvenir à cet objet. Il importe de munir les pouvoirs publics des moyens nécessaires et de subordonner la constitution des associations étrangères à l'autorisation préalable du ministre de l'intérieur, en sanctionnant les infractions éventuelles par des pénalités sévères.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous vous présentons en exécution de la loi du 19 mars 1939, et que nous vous prions de bien vouloir revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association, un titre IV, ainsi conçu :

TITRE IV

Des associations étrangères.

Art. 22. — Aucune association étrangère ne peut se former, ni exercer son activité en France, sans autorisation préalable du ministre de l'intérieur.

Art. 23. — Elle ne peut avoir des établissements en France qu'en vertu d'une autorisation distincte pour chacun de ces établissements.

Art. 24. — L'autorisation peut être accordée à titre temporaire ou soumise à un renouvellement périodique.

Elle peut être subordonnée à l'observation de certaines conditions.

Elle peut être retirée, à tout moment, par décret.

Art. 25. — Les associations étrangères existant au moment de la promulgation du présent titre, sont tenues de demander, dans le délai d'un mois, pour elles-mêmes et pour chacun de leurs établissements, l'autorisation exigée à l'article 22.

Art. 26. — Sont réputés associations étrangères, quelle que soit la forme sous laquelle ils peuvent éventuellement se dissimuler, les groupements présentant les caractéristiques d'une association, qui ont leur siège à l'étranger, ou qui, ayant leur siège en France, sont dirigés en fait par des étrangers, ou bien ont soit des administrateurs étrangers, soit un quart au moins de membres étrangers.

Art. 27. — En vue d'assurer l'application de l'article précédent les préfets peuvent, à toute époque, inviter les dirigeants de tout groupement ou de tout établissement fonctionnant dans leurs départements, à leur fournir par écrit dans le délai d'un mois, tous renseignements de nature à déterminer le siège auquel ils se rattachent, leur objet réel, la nationalité de leurs membres, de leurs administrateurs et de leurs dirigeants effectifs.

Ceux qui ne se conforment pas à cette injonction ou font des déclarations mensongères, sont punis des peines prévues à l'article 32.

Art. 28. — Les demandes d'autorisation sont adressées à la préfecture du département où fonctionne l'association ou l'établissement.

Pour être recevables, elles doivent mentionner le titre et l'objet de l'association ou de l'établissement, le lieu de leur fonctionnement, les noms, professions, domicile et nationalité des membres étrangers, et de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction de l'association ou l'établissement.

Les étrangers résidant en France qui font partie de l'association doivent être titulaires d'une carte d'identité à durée normale.

Art. 29. — Les associations étrangères, auxquelles l'autorisation est refusée ou retirée, doivent cesser immédiatement leur activité et procéder à la liquidation de leurs biens dans le délai d'un mois à dater de la notification de la décision.

Art. 30. — Les associations étrangères, quelle que soit la forme sous laquelle elles peuvent éventuellement se dissimuler, qui ne demandent pas l'autorisation dans les conditions fixées ci-dessus, sont nulles de plein droit.

Cette nullité est constatée par arrêté du ministre de l'intérieur.

Art. 31. — La liquidation des biens des associations étrangères dont la nullité est constatée par l'arrêté prévu à l'article précédent a lieu en justice.

Il en est de même de la liquidation des biens des associations étrangères auxquelles l'autorisation est refusée ou retirée si elle n'est pas achevée dans le délai fixé à l'article 29.

Art. 32. — Ceux qui, à un titre quelconque, assument ou continuent à assumer l'administration d'associations étrangères ou d'établissements fonctionnant sans autorisations, sont punis d'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs.

Les autres personnes participant au fonctionnement de ces associations ou de leurs établissements sont punies d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 16 à 1.500 francs.

Les mêmes peines sont applicables aux dirigeants, administrateurs et participants à l'activité d'associations ou d'établissements qui fonctionnent, sans observer les conditions imposées par l'arrêté d'autorisation ou au delà de la durée fixée par ce dernier.

Art. 33. — Le présent titre n'est applicable ni aux associations étrangères reconnues d'utilité publique, ni à celles qui ont pour objet unique d'assurer l'exercice d'un culte, en vertu des lois en vigueur, ni aux congrégations religieuses.

Art. 34. — Les dispositions du présent titre sont applicables à l'Algérie et aux colonies et territoires d'outre-mer.

Art. 35. — Les mesures nécessaires pour assurer l'application des dispositions du présent titre seront déterminées par décret.

ART. 2. — L'article 12 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est abrogé.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et présenté à la ratification des chambres dans les conditions prévues par la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 12 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Avis aux importateurs

Les importateurs d'arachides sont informés qu'une décision des ministres du commerce et des colonies en date du 1^{er} juillet 1939 a modifié ainsi qu'il suit l'article 4 de l'annexe I du règlement pris pour l'application de l'arrêté ministériel du 22 janvier 1934, fixant les conditions dans lesquelles l'importation de certaines marchandises étrangères peut avoir lieu.

Nouvel article 4.

« Le rapport de pourcentage prévu à l'article 1^{er} de la présente annexe est ainsi fixé :

PRODUITS COLONIAUX		PRODUITS ÉTRANGERS
Arachides en coques	} Variable.	Arachides en coques
Arachides en coques sur la base des décortiquées		Arachides décortiquées
Arachides décortiquées		

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Siège Social : 38 Rue La Bruyère — Paris

Messieurs les Actionnaires de la Banque de l'Afrique Occidentale sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le jeudi 23 novembre 1939, dans une des salles de la SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS CIVILS, 19 rue Blanche à Paris (9^e) pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1^o — Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 1938-1939;
- 2^o — Approbation des comptes de l'exercice 1938-1939;
- 3^o — Election ou réélection d'administrateurs.

L'assemblée générale ordinaire se tiendra à 15 h.

Le président du conseil d'administration,
« G. KELLER ».

Compagnie Générale du Togo

Avis de convocation

M.M. les Actionnaires de la COMPAGNIE GÉNÉRALE DU TOGO, société anonyme au capital de 3 millions de francs, dont le siège social est à Agou (territoire du Togo), sont convoqués en assemblée générale ordinaire au siège administratif 20, boulevard Malesherbes, à Paris, pour le vendredi 29 septembre 1939 à 15 h. 30.

Ordre du jour

- 1^o — Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 1938;
- 2^o — Rapport du commissaire aux comptes;
- 3^o — Approbation des comptes;
- 4^o — Quitus aux administrateurs;
- 5^o — Election d'un administrateur;
- 6^o — Nomination d'un commissaire titulaire et d'un commissaire suppléant; fixation de leurs émoluments;
- 7^o — Questions diverses.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

BULLETIN
PLUVIO

Juin 1939

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKAKOU	ATITOGON	TABLIGBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGRELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALINÉ	KLOUTO	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KARPA	NUATJA	AMLANÉ
1							3,1							2,9	11,2		58,5
2																	3,7
3	46,1	39,8	56,4	106,6	84,5	36,3	53,0	34,2	108,8	29,9		17,0	14,8	20,2	25,2	24,0	
4											36,3					2,0	28,0
5	3,0	2,2	15,2	10,2	8,6	5,7	3,8	2,0	2,5	4,5		G	2,5				
6																	
7											32,4		G				
8	22,6	10,4	12,1	16,0	10,0	11,3	9,1	20,5	18,9	14,5		5,8	14,5	8,0	8,0	12,0	15,0
9	8,2	4,3	3,5	5,2	7,2	1,3	6,9		9,7	6,4		G	6,8		4,7		
10				G	3,1	1,3	0,7	0,3	4,9		22,1	5,5				12,0	
11	1,6	1,5	2,3	4,1	5,5	1,3	6,0	4,0	1,9	0,1				1,9			18,0
12	3,6		4,0														
13		6,1	0,7				2,1					6,5		10,0	8,5		
14		0,6	9,4	2,0	6,0	7,4	1,7					1,8	1,8		9,9		
15	10,1	16,6	27,0	21,2	24,0	19,5	25,1	10,8	27,5	46,0	16,9	20,4	G	26,0	29,9	6,1	75,0
16																	
17									5,8								
18						0,8		3,0			10,7	2,0	14,5				3,8
19					12,6	1,7				14,1			3,8	5,6			17,3
20	5,8	G	1,5			0,2		2,7						9,1	6,4		24,0
21	1,8				3,1			3,0			G	2,0		2,5	8,6		12,5
22						16,0	6,8	1,0				G	8,6				
23					2,0			20,0		29,1	13,4	11,0	16,8	26,2	22,6		
24	31,0	5,6	26,7	36,2	7,0	8,2	4,8	26,0	4,0					12,0		2,0	
25				G	9,0			18,6	4,3	6,7		2,5		12,3			
26	35,7	21,7	31,2	115,6	57,0	33,7	31,9	30,0	12,1	10,2	42,1	19,0		7,6	25,7	27,1	
27								1,8	3,0			2,5	22,5	5,5	5,8	3,0	2,2
28															2,5		2,0
29											17,6						0,2
30							10,2			4,7		7,6		23,0			0,9
TOTAL	169,5	108,8	190,0	317,4	239,6	144,7	165,2	177,9	203,4	166,2	191,5	103,6	106,6	172,8	169,0	88,2	261,1
Hauteur depuis le 1 ^{er} Janvier	496,3	274,0	525,2	862,4	627,4	486,0	551,6	718,4	898,4	726,2	669,9	691,7	805,9	719,6	720,6	623,0	906,6

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

MÉTÉOROLOGIQUE

METRIE ⁽⁸⁾

Juin 1939

ATAKPAHÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGODA	KANDÉ	MANGA	DAPANGO	DATES
60,0	14,5		10,0	25,0	12,9	1,0			7,5	4,1	22,0	7,5	12,6	23,7	5,3	1
		28,3		16,2						4,3						2
31,9	13,0	10,9			5,4	2,0				5,1						3
						10,6	27,0	6,5			7,0		3,2		17,0	4
				12,0						10,2		4,4				5
												24,5				6
17,8	3,0	6,3	7,0	10,0	15,1	11,7				4,2					1,8	7
																8
	3,8	5,9	20,0			6,1				19,3			2,1	7,0	7,4	9
			G	13,4												10
	1,1		10,5		5,0	7,3	13,0			3,7	2,5	11,5	12,0			11
																12
					16,5	9,5					23,0		10,7		15,6	13
80,6	43,4	36,7	43,5	16,0	3,4	2,8	7,0	13,5	34,8	21,5	14,0	40,7		14,0	1,7	14
								5,5	6,4	8,5						15
						0,1				12,4	25,0				46,5	16
								6,0	24,6	2,3		25,6	20,3	20,0		17
9,3	2,8			6,2		3,2			7,8		G		2,7	G	36,5	18
			23,7	71,5	4,4	2,4		77,2		G	16,0	13,0				19
28,4	21,2	14,7	12,0	36,2	24,9	15,5	5,0	6,5	17,0	50,7	8,0	25,3	18,3	9,7	2,5	20
			8,0		2,0						30,0					21
	1,0			5,0				34,2		G						22
18,2	10,5	10,8							16,3	21,3						23
				7,0	5,2			23,0		G	23,5		8,9		0,4	24
	4,6	10,1			6,0	10,8			10,8	15,6		7,0	1,8		6,8	25
	5,6	15,8	15,0		G	1,7		4,0		0,2						26
					G					5,6		14,2	33,3		7,3	27
					11,3					7,2		17,2	1,5			28
14,3	10,5		27,3	G			5,0	10,5	21,1	16,8	12,0	21,2	0,3			29
																30
260,5	135,0	139,5	177,0	218,5	112,1	84,7	57,0	186,9	146,3	213,0	183,0	212,1	127,7	74,4	148,8	TOTAL
853,0	510,4	575,6	700,0	472,2	519,7	386,0	460,9	518,3	457,9	553,1	598,7	633,6	348,2	285,5	320,5	Hauter depuis le 1er Janvier

Climatologie ⁽¹⁾

JUIN 1939

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	00,7	26,0	75	98,5	27,7	72	71	28,5	69		26,8	74	60,8	26,1	75	66,2	27,7		23,8	28,4	79	63,0	28,3	61	90,8	20,2	69
2	00,8	27,8	76	93,7	28,0	70	70,1	27,5	81		27,6	84	60,3	20,8	77	60,2	28,8		23,9	23,8	76	62,7	26,2	69	97,1	23,0	82
3	11,0	23,3	91	96,7	27,8	92	71,6	22,0	92		27,5	91	62,5	22,8	85	66,7	23,9	84	23,1	21,0	81	63,0	26,7	88	97,1	26,0	48
4	10,5	25,9	80	94,6	26,5	73		24,8	66		25,9	79	61,7	25,9	86	67,0	20,0		23,7	24,3	68	62,0	27,9	45	90,3	20,2	63
5	11,7	27,0	78	96,7	25,3	61	71,7	24,3	84		26,4	92	62,0	24,7	93	67,0	27,1	75	24,8	25,7	80	62,7	28,7	82	96,6	28,7	62
6	11,6	25,9	81	94,4	27,1	65	71,1	27,5	66		26,9	73	61,8	26,3	66	67,1	26,6	71	24,4	22,8	59	64,2	26,0	61	97,3	25,5	78
7	11,7	26,9	87	93,1	28,8	78	71,0	28,5	78	81,3	27,4	79	62,1	26,9	72	66,0	27,4	79	24,3	28,8	72	64,3	28,9	57	90,9	29,0	63
8	12,2	26,4	78	96,1	23,3	88	70,7	23,5	82	83,5	26,3	80	62	23,1	83	67,7	24,3	61	24,7	22,4	76	64,2	26,4	58	97,0	29,1	74
9	12,1	24,6	91	96,9	25,7	82	70,9	25,3	76	83,3	24,3	86	62,3	23,4	93	68,2	24,9	77	24,9	22,8	66	64,6	25,6	67	98,1	27,2	70
10	12,6	26,4	84	97,1	26,8	82	71,7	25,6	87	84	25,8	80	62,7	25,2	87	68,5	24,9	82	25,9	21,4	93	63,4	25,4	89	96,6	26,9	86
11	13,4	26,3	79	96,2	25,8	82	72,1	26,6		84	26,3	81	63,7	24,0	84	68,5	23,8	77	26,0	23,6	77	63,4	28,4	88			66
12	11,9	26,7	77	96,8	25,7	72	71	25,2	84		24,8	81		24,0	72	68,3	25,0	73	25,3	22,4	81	66,3	25,1	63			
13	11,0	26,6	83	95,1	27,3	79	71,4	26,8	77		26,0	82	63,3	28,2	88	67,0	25,8	73	25,1		79	62,9	26,8	84		27,2	81
14	10,7	26,8	77	98,1	27,8		70,9	27,9	80		27,2	78	61,9	26,6	91	67,1	27,1		24,0	26,0	82	63,3	28,9	88	96,8	29,8	89
15	12,1	25,5	80	95,7	26,3		70,9	25,8	88	80,6	26,0	82	7	25,2	87	69,0	24,5	72	26,9	21,7	83	64,5	23,6	73	97,9	24,4	82
16	12,6	25,2	80	97,3	28,8	71	70,9	26,8	70	83,7	26,4	84	63,0	24,1	87	68,5	24,9	83	24,4	21,8	78	63,3	28,2	64	97,5	25,6	71
17	12,3	26,3	77	94,0	26,8	82		27,2	70	83,0	26,2	77	62,8		87	66,1	26,7	83	24,1	23,8	90	62,7	27,6	60	96,8	28,4	61
18	11,0	27,2	77	93,7	28,7	86	70,0	26,6	83	83,0	24,7	78	62,3	24,9		66,2	25,0	85	24,1	21,8	84	61,3	23,9	68	96,0		89
19	11,0	26,2	89	98,9	27,3	71	70,9	26,8	81		27,8	79	62,9		88	67,7	26,4	77	24,4	23,2	76	63,6	26,1	68	90,9		75
20	12,2	26,8	85	90,6	25,9	82	71	26,7	83		24,8	79	63,8	25,1	86	66,9	25,9	77	25,1	23,4	80	64,3	25,8	75	97,8	26,8	76
21	12,2	26,2	84	96,9	24,0	87	71,8	23,2	95		27,5	84	63	23,1		69,0	22,5		26,0	20,3	91	66,1	21,9	87	98,2	27,5	80
22	11,7	25,9	84	96,7	23,6	80	70,9	25,4	81		28,0	82	63,0	23,6		67,0	25,2	70	23,6	23,1	87	64,1	25,9	69	97,5	25,5	78
23	11,8	26,2	81	96,0	27,3	87	71,1	25,9	74		26,8	86	62,9	23,1		67,0	26,2	70	24,4	23,6		63,7	26,7	85	96,9	27,0	72
24	11,8	26,5	82	95,7	25,6	95	71,0	25,7	84		25,0	86	62,9	23,6		67,0	26,0	73	25,2	22,8	78	64,3	26,4	68	96,7	26,8	70
25	09,9	20,4	86	94,6	27,1	71	70,2	27,6			26,2	78	61,8	26,1	85	65,8	27,2	80	26,5	23,3	85	61,5	26,8	62	98,4	27,9	68
26	10,9	23,2	91	95,4	25,3	87	71,3	26,4	89		28,3	91	62,0	24,1		66,9	25,2	80	24,1	22,4	91	62,3	25,5	76		26,7	67
27	11,5	26,4	84	95,8	25,1	82	71,1	25,9	84		25,0	87	62,6	23,1	90	68,3	24,4	83	24,9	21,9	80	62,6	25,2	70	96,7	25,0	84
28	10,7	26,3	83	96,4	26,2	80	70,7	26,4	80		26,7	84	61,7	24,2	82	66,6	26,3		23,9	22,9	87	62,6	26,9	78	98,9	27,5	63
29	10,1	25,0	83	95,0	26,2	88	70,5	25,9	81		25,5	78	60,9	24,2	77	66,8	26,5	76	24,3	23,1	84	61,7	25,9	72	98,7	27,0	65
30	10,3	26,1	85	94	8	80	70,9	25,1	82		26,3	85	59,9	24,7	88	66,9	25,3	82	23,7	22,8	90	62,6	26,2	78	90,2		
Moy	11,4	26,1	82	96,7	26,3	80	71,0	26,5	80	83,8	26,4	88	62,2	24,8	83	67,4	26,6	77	24,5	22,7	81	62,9	26,3	68	96,7	27,0	70

1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.